

La culture peut-elle être offerte?

Les détracteurs de la mesure la considèrent comme chère et inefficace. D'autres estiment qu'elle permet de gommer les injustices sociales le temps d'une visite.

Texte:
Thomas
Depicker

Comment ne pas se réjouir de voir l'art et la culture se donner au plus grand nombre? Payants, et souvent chers, ils se cantonnent encore trop à une certaine élite armée des bagages culturel et économique suffisants pour accepter de sortir le portefeuille à l'entrée d'une expo, d'un concert ou d'une représentation. La gratuité ponctuelle comme la réduction tarifaire réservée aux chômeurs, étudiants, seniors ou Article 27 entendent réparer cette injustice, poussant les populations moins favorisées à la rencontre de créations artistiques qui leur semblaient inaccessibles.

Pourtant, l'idée ne plaît pas à tout le monde et le débat fait rage. Vu comme un outil de démocratisation culturelle pour les uns, d'autres dénoncent un fantasme électoraliste et impayable. Par son implication budgétaire, l'enjeu de la gratuité cristallise les tensions. On se souvient notamment du coup de gueule de Xavier Canonne, directeur du Musée de la Photographie de Charleroi, en 2012 sur le site de la RTBF. Il y dénonçait une fausse bonne idée imposée aux musées sans compensation. *"Il faut oser le répéter, les mesures de gratuité sous leur forme actuelle n'ont pas amené au musée ce 'public défavorisé'. [...] Ma pratique quotidienne du terrain m'autorise à l'affirmer. [...] Il faut du courage, celui d'accepter de reconsidérer des propositions aux conséquences incertaines plutôt que de se faire l'otage de quelques sirènes de la gratuité, penseurs autoproclamés de nos loisirs."* Parmi les défenseurs de la mesure, Richard Miller, député MR au Parlement wallon et ancien ministre de la Culture en Communauté française. Il est à l'origine, avec trois autres membres du parti libéral, d'un projet de résolution remis à la Chambre à la fin du mois de février visant à rendre gratuite l'entrée dans les musées fédéraux le premier dimanche du mois. Une mesure déjà d'application dans de nombreux musées de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui vantent le succès de cette gratuité partielle.

S'il s'appuie sur l'exemple wallon, Richard Miller précise d'emblée que le concept de gratuité généralisée demeure illusoire. *"Il y a deux types de personnes qui paient: soit la collectivité et donc le contribuable, soit les artistes et les créateurs,"* explique le parlementaire wallon avant de préciser sa pensée face à l'accessibilité de l'art. *"Mais de manière ponctuelle, pensée et décidée en connaissance du dossier, elle offre des possibilités d'accès à la culture à des couches de la population qui ne peuvent pas normalement se le permettre. Imaginez une famille avec trois enfants qui veut aller au musée, cela aura un coût énorme et dissuasif."*

Si la gratuité comme rampe d'accès de la culture aux plus démunis constitue l'argument principal des partisans de la mesure, pour Richard Miller, elle doit être pensée de manière plus large. Car si différentes études révèlent que la fréquentation augmente effectivement les jours de portes ouvertes, elles reconnaissent que ce ne sont pas toujours les plus précarisés qui en profitent, les incitants financiers n'étant pas suffisants. *"Plus que*

la fréquence des journées gratuites, que l'on peut limiter à un dimanche par mois ou tous les deux mois, il faut y ajouter un travail de formation et d'incitation à la beauté et à la création artistique."

Sans prix, sans valeur?

Les porteurs de l'initiative doivent composer avec des directeurs de musées inquiets d'ouvrir leur établissement pour pas un sou dans un contexte économique loin d'être souriant. *"Je comprends évidemment leur inquiétude,"* signale Richard Miller. *"Mais ils ne combattent pas la gratuité en tant que telle. Je ne connais aucun directeur qui soit fondamentalement contre une gratuité ponctuelle. Ils savent qu'ils ont une mission pédagogique et qu'ils doivent se tourner vers le public. C'est surtout le sous-financement des musées belges qu'ils dénoncent, tenant peut-être à la structure politique du pays ou à de mauvais choix en termes de subsides. La subsidiation a ses limites, et il est temps de trouver de nouveaux mécanismes de financement. Nous recommandons de développer le soutien via le mécénat ou les fondations, comme aux États-Unis."*

Le sentiment qui émane d'une expo gratuite dans la tête d'un visiteur est également source de désaccord. Pour les plus optimistes, ce dernier en profitera davantage et sera plus satisfait à l'issue de sa visite. A contrario, d'autres diront que l'aspect gratuit mènera le visiteur, cible de la mesure ou non, à dénigrer quelque peu les bienfaits qu'il en retire. L'art sans prix, par définition devenu un indicateur de qualité, est-il sans valeur? *"Ceux qui disent cela n'ont jamais connu la pauvreté,"* relève Richard Miller. *"La culture, gratuite ou non, demeure une composante fondamentale dans l'autonomie de la personnalité. Une personne privée d'art perd une immense part de sa liberté."* Une situation que Richard Miller met en lien avec sa propre expérience. *"J'ai grandi dans ce que Marx appelait le sous-prolétariat. Les dures conditions de vie ont fait qu'enfant, j'ai perdu l'usage d'un bras. Cela m'a amené à devoir bien travailler à l'école pour éviter les métiers manuels. Je pense que si j'ai fait ma petite carrière, c'est parce que l'école m'a éveillé à la*

“Avec la gratuité, soit c’est le contribuable qui paie, soit ce sont les artistes et les créateurs.”

culture. Elle était gratuite, comme la bibliothèque ou la médiathèque. L’école constitue le premier accès gratuit à la culture en général et est en cela un acteur essentiel.”

Il évoque en réalité la fondamentale question de l’intérêt des couches moins favorisées face à la culture. *“Mon point de vue est un peu faussé par mon expérience personnelle, mais j’ai pu grandir grâce à un accès facilité à la culture via l’école. J’ai donc l’impression que cet accès est essentiel pour tous les enfants. Je suis persuadé que la culture est un instrument de lutte contre l’injustice sociale. La pauvreté implique une situation d’enfermement, économique, sociale et mentale. Faciliter l’accès à l’art casse cet enfermement et constitue déjà un important pas vers l’avenir.”* ✱